

CONSTRUIRE L'EUROPE

V. GISCARD D'ESTAING ET J. DELORS PARLENT AUX JEUNES EUROPÉENS

Stéphanie Baz | *Responsable de la communication de Notre Europe - Institut Jacques Delors et Conseillère Presse du président-fondateur Jacques Delors*

Nadège Chambon | *Chercheur senior et responsable des dialogues citoyens à Notre Europe - Institut Jacques Delors*

Le concours Eustory a été lancé officiellement à Paris le 14 novembre 2012, par un **grand débat avec Valéry Giscard d'Estaing**, ancien président de la République française (1974-1981), **Jacques Delors**, ancien président de la Commission européenne (1985-1995), président fondateur de *Notre Europe - Institut Jacques Delors* et **six jeunes venus d'Europe**. Ce débat intitulé « Construire l'Europe : un projet, plusieurs générations » s'inspirait de la rencontre entre Helmut Schmidt et six jeunes organisée par la Fondation Körber à Hambourg le 14 avril 2011. Près de 1000 personnes, majoritairement des lycéens, ont assisté aux échanges et ont posé quelques questions à leur tour. Arnaud Leparmentier, du journal *Le Monde*, animait les échanges. Ce débat était organisé en partenariat avec Eustory-Network, l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG), le Parlement européen des jeunes (PEJ), l'Université Paris 4 - Sorbonne, la Maison de la mutualité, le Taurillon et Toute l'Europe.fr.

Mots d'accueil



Yves Bertoncini, directeur de *Notre Europe - Institut Jacques Delors*, rappelle la raison d'être du concours Eustory organisé pour la première fois en 2012-2013 en France mais qui existe depuis 1973 en Allemagne. Il remercie chaleureusement Jacques Delors et Valéry Giscard d'Estaing d'avoir accepté de partager leur expérience et leur analyse en participant à ce débat sur la construction européenne. Il indique que les discussions devront porter sur le passé de cette œuvre historique qui nous a sorti de la guerre, comme l'a rappelé l'attribution du prix Nobel de la paix. Elles porteront ensuite sur l'Europe d'aujourd'hui, traversée par la crise économique et enfin sur l'Europe de demain. Yves Bertoncini insiste notamment sur une œuvre commune aux deux invités du débat, essentielle pour la construction

européenne : il s'agit du projet de **l'union monétaire européenne**. Il rappelle que Valéry Giscard d'Estaing a œuvré dans les années 70 pour la création du « **Système monétaire européen** » en liaison avec son homologue de l'époque, le chancelier allemand Helmut Schmidt. Jacques Delors a quant à lui œuvré quelques années après pour que la France reste membre de ce système, et ensuite pour que **l'Union économique et monétaire** soit lancée, au tournant des années 90, avec l'appui décisif, entre autres, de François Mitterrand et d'Helmut Kohl. Ainsi, « c'est en grande partie grâce à ces deux hommes que nous avons aujourd'hui l'euro dans nos poches ».



Barthélémy Jobert, président de l'université Paris 4 - Sorbonne, affirme qu'il est très heureux que son université ait accordé son parrainage à cette manifestation avec les lycéens qui seront les futurs citoyens

de l'Europe. Il rappelle que la Sorbonne est l'une des plus anciennes institutions européennes. En effet, elle fait vivre l'Europe en participant à l'échange des idées en son sein depuis plus de huit siècles. Depuis l'origine, des populations venues de l'Europe entière se sont installées dans le quartier latin afin de poursuivre leurs études. Encore aujourd'hui, l'université Paris 4 est ouverte sur l'Europe : environ 10 % des étudiants sont Européens, ils bénéficient souvent du programme Erasmus qu'il appelle à préserver. Il conclut en rappelant que l'Europe a été faite pour les hommes et que les institutions sont au service des hommes.

Introduction



Arnaud Leparmentier (AL) : vous êtes tous les deux des pères de l'Europe, deux témoins aussi de l'amitié franco-allemande, vous Valéry Giscard d'Estaing avec Helmut Schmidt et vous Jacques Delors avec Helmut Kohl.

Valéry Giscard d'Estaing, vous avez contribué à instaurer le Conseil européen, le système monétaire européen, encouragé l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, fait entrer la Grèce dans l'UE et contribué à la rédaction du projet constitutionnel européen.

Vous Jacques Delors, vous êtes l'un des auteurs du virage de la rigueur en 1983 en tant que ministre des Finances de François Mitterrand, un acte très européen qui a permis de rester dans le cadre du système monétaire ; vous avez été président de la Commission européenne qui a relancé l'intégration avec les « Paquets Delors » et agi en faveur de la monnaie unique.

La déclaration Schuman du 9 mai 1950 a lancé la construction européenne. À cette époque, vous aviez 25 ans. Quelle fut votre réaction à l'annonce de cette nouvelle ? Mesuriez-vous la portée historique de cet appel ?

Valéry Giscard d'Estaing (VGE) : Je suis heureux de participer à ce débat et je salue Jacques Delors, mon « camarade », même si nous ne sommes pas du même bord politique. Nous avons en effet fréquenté tous les deux le lycée Blaise Pascal de Clermont-Ferrand, à une année d'écart.

Mon premier sentiment européen, est survenu lors de l'appel de Schuman alors que j'étais étudiant à l'ENA. Rapidement, j'ai fait le choix de l'Europe. Ma promotion de l'ENA a d'ailleurs pris le nom « Europe » l'année où Schuman a fait son appel.

L'Europe est une formidable œuvre de paix, construite par plusieurs générations, la première étant celle de Jean Monnet et Robert Schuman, cinq ans après la Seconde guerre mondiale. La dimension multi-générationnelle du projet européen est d'une importance majeure. **Je me souviens que les premiers Allemands que j'ai vus en 1945 sont ceux sur lesquels j'ai tiré. Cinq ans après seulement, en 1950, l'appel de Robert Schuman confirmait que la guerre franco-allemande était finie.**

Jacques Delors (JD) : J'ai été tout autant touché par l'appel de Schuman, qui est un geste hautement moral et spirituel. Robert Schuman a dit aux Allemands : « Nous n'oublions pas mais nous pardonnons ». En 1950, j'avais 25 ans, je travaillais à la Banque de France et j'étais déjà syndiqué à la CFTC. Mon père avait été mutilé durant la guerre de 14-18 mais prônait la réconciliation.



AL : *Nous fêtons en 2012-2013 les 60 ans du traité de l'Élysée, qui célèbre l'amitié franco-allemande scellée par de Gaulle et Adenauer. Que pensez-vous de l'attitude du général de Gaulle face à la construction européenne ?*

JD : Au départ, le général de Gaulle était réticent face à la Communauté européenne du charbon et de l'acier

(CECA) mais il a vite compris son utilité quand il est arrivé au pouvoir et il a alors voulu tenir ses engagements. Avec le traité sur le marché commun, le Général a compris que la France pourrait s'adapter aux changements du monde. Cela ne s'est pas fait sans difficultés, comme le prouve la politique de la chaise vide en 1965, mais à l'époque, ils ont réussi à se mettre d'accord pour travailler ensemble malgré les désaccords.



VGE : J'ai fait partie pendant sept ans du gouvernement de Charles de Gaulle en tant que ministre des Finances. J'insiste sur le fait qu'on ne verra jamais plus un homme d'État de sa stature. C'était une personnalité exceptionnelle avec une vision historique, un courage physique et il était totalement dédié à sa tâche. Cet homme avait un esprit qui savait s'adapter et une intelligence ouverte qui lui a permis d'opter pour le choix européen malgré ses questionnements. Au début de sa prise de fonction, le général de Gaulle était contre la construction européenne car il réfléchissait à la guerre et à l'avant-guerre, qui avaient été une période dramatique pour la France. Pour Charles de Gaulle, il ne fallait pas que cela se reproduise, de là venait sa méfiance vis-à-vis de l'Allemagne et son effort pour le réarmement de la France. Au départ, il avait donc une logique d'armistice plutôt que de réconciliation. Mais le Général a su évoluer et signer le traité de l'Élysée.

Sa rencontre avec le chancelier allemand Konrad Adenauer a été déterminante. Ce dernier était également un homme remarquable. Ils ne se sont pas aimés mais immédiatement, profondément respectés, et à partir de là, **Charles de Gaulle a évolué par rapport à l'Allemagne, qui faisait tout ce qui était possible pour effacer les traces de la guerre.** Le traité de l'Élysée a lancé l'entente franco-allemande, primordiale pour la construction européenne.

AL : *Toutes les tentatives d'union politique en Europe ont échoué, qu'en dites-vous ? L'union politique manque. Est-ce par l'euro que cela doit arriver ? Que faire à l'avenir ?*

JD : **L'union politique a été un échec, le commencement s'est donc fait avec l'économie. Or, le problème de l'économie, c'est qu'elle est loin des citoyens.** Dans ces conditions, il est très difficile de faire l'union politique. Quand il préparait le traité de Maastricht au début des années 1990, Hans-Dietrich Genscher, alors ministre fédéral allemand des Affaires étrangères, disait : puisque nous avons une politique commune, il faut une défense commune. Mais tout le monde n'était pas d'accord. Une relance par la politique était presque impossible. On a donc relancé la construction par l'Acte unique et la création de l'euro, qui sont les chances de l'Europe. Les économies françaises et allemandes étaient différentes à l'époque du système monétaire européen, mais les gouvernements ont pris le risque de le faire pour ouvrir la voie à la monnaie unique. C'est une chance d'avoir un marché unique et une monnaie unique, c'est une erreur des dirigeants européens de ne pas avoir poursuivi le travail d'union politique après la création de l'euro.

VGE : L'entente franco-allemande existe depuis les prémices de la construction européenne. D'abord d'un point de vue géographique, les deux pays sont deux grands ensembles qui doivent constituer un grand marché. Or, dès lors qu'il y a un grand marché, il faut une monnaie commune. La monnaie, c'est à la fois une identité et un instrument. Il y a plus de billets d'euros que de dollars dans le monde aujourd'hui ! Imaginez la crise sans la protection de l'euro, avec la dévaluation de plus de vingt monnaies différentes !

(...)



Débats avec les jeunes Européens

Six jeunes Européens, étudiants ou jeunes actifs, de six nationalités différentes, sont appelés à poser leurs questions autour de trois sujets : le présent, le passé et l'avenir.



1^{er} panel – De l'Europe des pères fondateurs à aujourd'hui : quel rôle pour l'histoire dans la construction européenne ?

Roman ROOBROECK, Belge, 19 ans, vainqueur du concours Eustory Belgique (2011)

Cette année, l'Union européenne reçoit le prix Nobel de la paix pour avoir contribué pendant plus de six décennies à la paix et la réconciliation, à la démocratie et aux droits de l'homme en Europe. Ce prix nous rappelle l'objectif initial du processus d'intégration européenne dans les années cinquante : maintenir la paix et prévenir la guerre sur le continent européen après la Seconde guerre mondiale. Au début, ce n'était pas évident que la guerre ne recommence pas dix ans plus tard. À partir de quand avez-vous perçu qu'il est devenu impensable pour les Européens de se faire la guerre ? Est-ce que vous pensez qu'une intégration européenne plus approfondie permettra de maintenir la paix en Europe ?

VGE : La guerre et les champs de bataille ont disparu en Europe alors qu'ils faisaient partie du continent depuis des siècles. L'UE a fait disparaître la notion même de guerre. Aujourd'hui, plus personne n'imagine que les pays d'Europe pourraient se faire la guerre. Le travail accompli est une œuvre sans précédent. Entre 1870 et 1914, il y a eu 44 ans, entre 1918 et 1939, une vingtaine d'années, aujourd'hui nous sommes à plus de 60 ans sans guerre. **L'inconvénient de tout cela, paradoxalement, c'est qu'on dit que maintenant ça suffit,**

on nous dit que la fin de la guerre, et donc la paix, n'est plus un moteur de l'UE.

JD : La faiblesse de l'Europe c'est que nos pays sont à la fois immuables et changeants. **Quand la tragédie a commencé en Yougoslavie, les pays (notamment la France et l'Allemagne) ne se sont pas mis d'accord tout de suite. Mais la sagesse des gouvernements de l'époque a été de mettre de côté leurs différends et de décider de faire le traité de Maastricht pour aller plus loin.** L'Europe de la défense est dans les limbes, l'Europe économique et sociale avance, l'Europe politique a encore du mal à avancer. Plus de points communs en politique extérieure seraient les bienvenus, comme par exemple la politique commune de l'énergie.

Zosia WAŚIK, Polonaise, 22 ans

Pendant plus de quarante ans, le rideau de fer divisait l'Europe en deux. Pendant qu'à l'Ouest, les pays s'unifiaient et se développaient vite, les pays comme le mien, la Pologne, sont restés sous l'influence du communisme. Ils se sont développés plus lentement et moins efficacement. Cette situation a été bouleversée en 1989 après la chute du mur de Berlin. Monsieur Delors, à ce moment-là, vous étiez président de la Commission européenne. Quels étaient vos espoirs concernant la fin du communisme ? Est-ce que vous pensiez qu'il serait possible d'unir ces deux parties européennes ? 23 ans après, pensez-vous que les deux Europe - celle de l'Ouest et celle de l'Est - ont disparu ?

JD : Après la chute du mur de Berlin, le premier geste de la Commission a été de proposer un programme d'aide à ces pays, autrefois appelés « pays de l'Est ». La Pologne s'est rattrapée depuis plusieurs années. **Du point de vue économique, l'Europe a tout de suite tendu la main,** même si l'élargissement s'est fait un peu trop vite, et Valéry Giscard d'Estaing est d'accord avec moi sur ce point.

AL : *N'a-t-on pas encore aujourd'hui une vision négative de ces nouveaux pays ?*

VGE : Comme Jacques Delors l'a justement rappelé, il y a eu à l'époque une vague émotionnelle liée à la chute du Mur. **Ces pays sous le joug soviétique se retrouvaient libres tout d'un coup et se sentaient de nouveau Européens. Il y a eu un élan**

légitime vers eux mais il n'y a pas eu de réflexion quant à l'organisation de cet élargissement.

Le traité de Maastricht est un traité politique qui n'a pas été assez expliqué aux nouveaux membres : ils sont entrés dans l'UE pour être protégés et obtenir de l'aide, mais pas pour participer à la construction politique de l'UE. Aujourd'hui, ils sont mal à l'aise car la construction s'est poursuivie, notamment avec l'euro, mais sans eux.

2^{ème} panel – L'héritage européen menacé par la tempête économique et sociale ?



Schima LABITSCH, Autrichienne, 21 ans

Le populisme est présent dans tous les pays européens depuis la crise : chez ceux qui souffrent et chez ceux qui payent. Chez moi en Autriche, on observe une montée des partis situés à droite sur l'échiquier politique qui exigent que la solidarité envers les pays en difficulté cesse. En même temps mes amis grecs me racontent la gravité du chômage, l'austérité économique et les fortes tensions sociales. Comment promouvoir la solidarité, comment la faire accepter pour aider les citoyens en situation difficile ?

VGE : Il n'y a pas de crise de l'euro. La malheureuse monnaie européenne n'est pas dans la tourmente. L'euro a un meilleur taux de change aujourd'hui par rapport au dollar qu'au moment de son introduction (1,27 contre 1,17), il a protégé les économies européennes de l'inflation (inférieure à celle des États-Unis depuis 10 ans), il représente 25 % des réserves monétaires mondiales. Avec la mise en place de l'euro, personne n'a donc perdu au change.

La crise actuelle est une « spéculation organisée », sur la dette souveraine de certains États d'une part

et sur l'euro d'autre part. Cette spéculation est pilotée depuis les places financières comme New York.

Certains États ont géré leurs finances publiques de manière irresponsable. **L'euro protège des bêtises, certains États en profitent en creusant leur déficit et leur dette.** Il est normal qu'à cause de ces abus nous en arrivions à la situation actuelle.

JD : La crise financière est venue des États-Unis mais elle a démontré la fragilité du système de l'euro. Pourquoi ? Quand un pays a une monnaie nationale, s'il fait des bêtises, le clignotant d'alerte c'est le taux de change. Auparavant, quand on avait une monnaie nationale, les responsables politiques étaient raisonnables pour garder la confiance et éviter la dévaluation de la monnaie, qui avait un coût politique élevé. Avec l'euro, l'irresponsabilité financière est considérable. Des pays ont fait des folies à l'abri de l'euro qui les protégeait.

AL : *Existe-t-il un clivage idéologique droite-gauche sur la question de la solidarité européenne ?*

VGE : **Je trouve paradoxal que la critique soit faite à ceux qui payent et pas à ceux qui ont trop dépensé.** Il n'y a pas de raison que les pays ayant eu une gestion exemplaire soient sommés de payer pour ceux qui ont eu une gestion désordonnée. Il faut savoir, sans démagogie anti-grecque, qu'entre 2001 et 2012, les salaires des fonctionnaires grecs ont augmenté 3 fois plus que ceux des fonctionnaires allemands. Ce n'est pas de l'austérité mais une remise en ordre : on demande aux gens les efforts qui auraient dû être faits avant avec une croissance normale. Le problème, c'est que les coupes demandées dans les pays en crise sont trop brusques, trop brutales, ce qui provoque des problèmes sociaux. Il faut donc une meilleure gestion dans le temps.

JD : Des pays sont obligés de rattraper leurs folies en restant dans l'euro. S'ils sortaient de l'euro, ils pourraient bouger leur taux de change, mais la perte serait encore plus forte. Les pays qui ne sont pas touchés ont fait un grand effort, notamment l'Allemagne, mais j'avoue que le prix à payer en termes de souffrances, de chômage et de pauvreté des Grecs et des Espagnols est lourd. Les représentants de la Troïka (FMI, BCE, Commission européenne) se disputent entre eux, mais ils devraient aller dans les rues d'Athènes ou Madrid pour voir si leurs disputes

sont à la dimension du drame de ces pays. **Moi je dis : « Il faut sauver le soldat grec »**. Mais si les réformes ont uniquement un caractère punitif, l'UE y perdra auprès des opinions publiques, **il faut donc un système qui équilibre le soutien au développement d'un côté et la rigueur de l'autre**. Pour l'instant, on n'en est pas là.

Jonathan DUPASQUIER, Français, 26 ans

L'euro est critiqué, on dit par exemple que l'espace européen ne serait pas adapté à une monnaie unique. On dit aussi que le niveau d'intégration est insuffisant pour sortir de la crise. Êtes-vous satisfait du fonctionnement de la monnaie unique 10 ans après sa mise en œuvre ? Comment voyez-vous son avenir ?

VGE : Avant la crise, les institutions européennes ont été incapables de maîtriser les excès qui ont accompagné la mise en place de l'euro. Je me tourne vers le Président Delors, qui n'y est pour rien mais, la Commission a été irresponsable. Elle n'a jamais rien dit sur la gestion grecque, n'a jamais alerté l'opinion que le pays ne respectait pas les normes.

JD : Comme l'a dit le Président Giscard d'Estaing, personne n'a attiré l'attention. Si les ministres de l'Économie et des Finances de l'UE l'avaient voulu, ils se seraient aperçus que le gouvernement espagnol faisait une fuite en avant considérable sur le marché immobilier. **Quand l'euro a été lancé, on a sous-estimé les devoirs que cela impliquait pour chaque pays**. Le pôle monétaire a été bien conçu, contrairement au pôle économique. C'est pour cela que, dès 1997, j'ai proposé un pacte de coordination des politiques économiques avec le pacte de stabilité. Sans cela, la zone euro n'aura pas tous les moyens de se défendre.

Les pompiers sont à l'exercice mais il faut des architectes. **Il faut concevoir un système dans lequel l'économique et le monétaire jouent le même rôle**, faire une coopération renforcée propre à l'euro, avec un budget, avec un moyen d'intervention et qu'on discute au moins de l'harmonisation sur la fiscalité des entreprises. Mais ce n'est pas facile et l'Europe n'est pas aidée par la conjoncture économique.



AL : Diriez-vous que le pire de la crise est passé ? Sommes-nous en rémission ?

JD : On ne peut pas dire cela. **On est encore dans une phase où nous devons être extrêmement attentifs**. La conjoncture mondiale n'est pas favorable à ce redressement européen. Je regrette qu'on n'en ait pas dit plus aux Français sur la situation réelle pendant la campagne présidentielle. Nous souffrons d'un handicap de compétitivité depuis longtemps.

VGE : Je pense que nous sommes proches de la fin des attaques portées à certains pays de la zone euro, mais je suis d'accord sur la crise mondiale car il y a une incertitude américaine. **Personne ne peut dire si l'Europe peut repartir ou non**.

Le cours des obligations à 10 ans a baissé (en Italie, Espagne et France), nous sommes en direction de la fin de la crise. La stratégie de spéculation commençait par des parties plus fragiles car ses effets étaient plus forts dans des économies plus réduites mais ces États ont courageusement amélioré leur situation (Italie, Espagne, Portugal), la France faisait partie du programme.

Nous souffrons aussi de désindustrialisation en Europe : la production industrielle ne représente plus que 12 % du PIB contre 25 ou 30 % ces dernières années. La croissance est très faible et le chômage atteint des niveaux insupportables. Nous faisons face à une situation difficile.

3^{ème} panel – Comment surmonter les difficultés politiques d'aujourd'hui pour construire l'Europe de demain ?



Lucie DRECHSELOVA, Tchèque, 24 ans

L'intégration européenne n'est guère compacte : l'UE compte 27 États, la zone euro 17 et l'espace Schengen seulement 22. En tant que Tchèque, je vois un risque à ce que les pays comme la France avancent ensemble et les pays comme la République tchèque restent en périphérie. Est-ce que vous partagez cette crainte d'une Union ainsi divisée ? Quel avenir l'Europe peut-elle donner aux pays qui veulent adhérer à l'UE ?

JD : Ce que l'on appelle la « différenciation » est prévu car tous les États membres ne peuvent aller à la même vitesse. Comme le disait Hans-Dietrich Genscher : « Aucun pays ne peut empêcher les autres d'aller plus loin dans l'intégration, mais ceux qui vont plus loin ne peuvent pas imposer aux autres de faire comme eux ». Je n'ai jamais cru que l'euro serait la monnaie de tous. La zone euro pourrait se développer avec cet instrument de coopération mais, bien entendu, il faudrait qu'elle reste fidèle aux règles de l'ensemble pour rester cohérente avec l'UE 27.

Vous savez, **la situation présente est déjà différenciée** entre les États membres. Certains peuvent aller plus vite en matière de droit des familles, de taxe sur les transactions financières, et bientôt de zone euro. Depuis la crise, la situation s'est encore plus complexifiée : il y a les 17 de l'euro, il y a les 25 qui ont signé le pacte budgétaire, puis il y a les 27 et enfin l'Angleterre qui fait beaucoup de chantage. La vraie question, le vrai problème c'est : accepte-t-on de faire un pas de plus ? Accepte-t-on une gouvernance efficace ou non ?

VGE : Je suis d'accord et je vais beaucoup plus loin que vous. **L'Europe à 27 est ingouvernable et en plus elle doit s'élargir !** Face au doute sur l'utilité de l'Europe, il faut un geste fort. Nous devrions proposer que la zone euro devienne une communauté monétaire, budgétaire et fiscale gérée sur le mode fédéral, démocratique et simple qui remplacerait la décision à l'unanimité car il faut recréer un esprit de communauté.

La communauté de l'euro, c'est une monnaie et une Banque centrale indépendante. La communauté fiscale signifie que les impôts sur les entreprises ou le patrimoine vont évoluer afin de converger. La finalité consisterait à ce que les travailleurs ou les entreprises aient la même monnaie, les mêmes impôts et la même discipline budgétaire. Il faudrait pour cela un pacte auquel les États devront répondre oui ou non. Un secrétaire général de la zone serait nommé, pour devenir ensuite ministre des Finances.

Valentin KREILINGER, Allemand, 24 ans

On dit souvent que la démocratie de l'UE et de la communauté de l'euro pourrait être améliorée. La Convention européenne que vous présidez, Monsieur Giscard d'Estaing, a essayé de répondre à cette question et de renforcer la participation des citoyens au projet européen. Que proposez-vous pour réduire le sentiment des Européens qui se sentent éloignés de l'UE ? Faut-il renforcer le Parlement européen pour renforcer la démocratie ?

VGE : Le système actuel est peu démocratique. La désignation du président du Conseil européen a été totalement non démocratique et, dans la zone euro, il n'existe pas d'institution parlementaire spécifique puisque le Parlement européen comprend des élus qui ne sont pas issus de la zone euro.

Il faudrait **un parlement de la zone euro, qui se réunirait à Strasbourg**, composé de parlementaires européens et de représentants des députés membres des commissions des Finances dans les États membres. Mais attention : cela exploserait si c'était une simple zone de concertation, comme en 1955.

JD : Pour faire fonctionner la démocratie européenne, je crois que le principal effort doit être fait par les représentants nationaux. Au Royaume-Uni, pays

le moins volontariste pour l'intégration, le Premier ministre va devant la Chambre des communes avant chaque Conseil européen et y retourne ensuite pour rendre compte des échanges. **L'Europe ne peut pas exister si les représentants des États n'en parlent pas comme d'un projet commun, comme d'une famille.**

Je raisonne toujours comme ancien président de la Commission, donc je suis plus l'homme des compromis et des petits pas que l'homme des audaces, comme l'est le Président Giscard d'Estaing. Compte tenu de la réticence des pays non membres, je crois que les petits pas, qui consistent en une coopération renforcée pour consolider la zone euro, seraient déjà utiles. Ensuite, sur le long terme et la vision générale, je suis d'accord avec lui.

Je mets aussi en garde concernant le Parlement européen : il est le seul à être élu par tous les citoyens, or on le critique beaucoup ! Qui en parle dans les médias ? Je constate que si on avait une majorité et une opposition, l'Europe n'avancerait plus car souvent les progrès sont le fait de partis différents mais qui se mettent d'accord sur une mesure.

Sélection de questions des lycéens et étudiants présents dans la salle



Marjorie, 17 ans, Terminale ES, Lycée André Malraux en Seine et Marne

David Cameron, Premier ministre du Royaume-Uni, a signé un accord prévoyant l'organisation en 2014 d'un référendum sur l'indépendance de l'Écosse. Cela pourrait-il arriver ? L'Écosse restera-t-elle membre de l'UE ?

JD : Si l'Écosse devient indépendante, il faudra qu'elle fasse sa demande d'adhésion. Ce serait pareil pour la Catalogne. Le traité prévoit que l'UE se préoccupe du maintien de l'intégrité de ses États membres. Ces questions doivent être traitées dans les États membres, et non à l'extérieur. C'est pourquoi ni le Parlement, ni la Commission ne se prononcent.



Inès, terminale ES, Lycée Charles Peggy de Bobigny

Pour vous, admettre le fédéralisme et supprimer les souverainetés nationales est-elle la seule solution pour renforcer l'Europe ?

JD : Non. Je pense que les États peuvent transférer certaines souverainetés mais ne perdront pas la totalité de leur souveraineté. La disparition des souverainetés nationales était souhaitée par les fédéralistes avant-guerre, car le nationalisme risquait de provoquer la guerre. Mais je n'ai jamais été convaincu par cette idée, je suis pour une fédération d'États car le fédéralisme est le seul moyen de décider entre États souverains. **Ce qui tue l'Europe, c'est qu'elle ne sait pas préparer une décision, la faire discuter de manière démocratique et agir.** À 27, c'est ingouvernable. Il faut pouvoir voter à la majorité qualifiée ou surqualifiée dans la zone euro. Méfions-nous des transferts implicites de souveraineté dans la zone euro.

VGE : Je suis heureux de cette question car **je voudrais vous mettre en garde contre l'usage du mot souveraineté**, devenu démagogique. Il fait croire que le peuple est libre de prendre ou non des décisions qui le concernent. La liberté de décider ou de choisir n'est pas totale, elle dépend de la situation environnante, des accords pris par le passé.

Le vrai mot, c'est celui d'identité. Personnellement, je suis très attaché à l'identité française, mais je n'emploie pas le mot de souveraineté parce que, par exemple, je préférerais que les impôts soient communs. Les souverainistes veulent faire croire que les systèmes organisés les privent de la liberté de décider. C'est faux. Ce sont la taille et le sujet lui-même qui les privent ou non de cette liberté. Il y a quelques années, on a instauré le contrôle aérien européen alors qu'avant, les Français, Néerlandais et Italiens avaient des systèmes différents : ça n'a pas été une perte de souveraineté, c'était juste du bon sens ! Il faut faire très attention. Les pays doivent garder leur identité, leur culture, leur histoire mais le droit de décider doit s'exercer à un niveau national ou international, en fonction du sujet traité.



Étudiant du Master 2 de l'Institut d'études européennes

On parle de dévaluation salariale avec le traité budgétaire. N'y a-t-il pas une contradiction alors que le projet européen était un projet de prospérité ?

JD : Supposez qu'il n'y ait pas d'UE et que chaque pays fasse face à ses problèmes. Vous croyez qu'on n'aurait pas les mêmes problèmes de désindustrialisation ? De pression sur les salaires ? Au contraire, l'UE a permis une croissance économique plus forte que si les pays avaient agi séparément.

La vraie question est de savoir si, face aux puissances émergentes, aux profonds bouleversements géopolitiques et économiques, l'Union fait la force ou non. Si nous ne nous mettons pas ensemble, en 2040 ou 2050, nous compterons moins.

AL : *vous aviez 20 ans dans les années 50, là nous avons une génération jeune, est-ce qu'il n'y a pas un chaînon manquant, une génération qui manque ? C'est-à-dire ceux qui ont été président de la République après Mitterrand ?*

JD : Il faut avoir un peu d'indulgence avec ceux qui gouvernent et surtout, on ne donne pas des leçons des tribunes quand les autres sont en train de jouer sur le terrain.

J'étais dans une période de chance à la Commission. C'est l'air du temps qui a changé : la mondialisation fait peur aux peuples, qui craignent pour leur identité et ont des réflexes de repli sur eux-mêmes, voire sur la nation. D'autre part, il y a les populistes.

La tâche actuelle des gouvernements est vraiment difficile, il leur manque une vision et la capacité d'incarner cette vision dans des premiers pas qui permettent d'aller plus loin. La plupart des gouvernements n'osent plus.

1. Avertissement : le texte qui suit retranscrit partiellement les propos tenus le jour du débat.

CONSTRUIRE L'EUROPE : UN PROJET, PLUSIEURS GÉNÉRATIONS

VALÉRY GISCARD D'ESTAING ET JACQUES DELORS
RÉPONDENT AUX QUESTIONS DE JEUNES EUROPÉENS

MERCREDI 14 NOVEMBRE 2012

PROGRAMME

CONFÉRENCE

14.00 > Mots d'accueil

Yves BERTONCINI, directeur de *Notre Europe – Institut Jacques Delors*

Barthélémy JOBERT, président de l'université Paris 4 – Sorbonne

14.10 > Courte rétrospective en images de la construction européenne et des apports de Valéry GISCARD D'ESTAING et Jacques DELORS

14.15 > Introduction

Valéry GISCARD D'ESTAING, ancien président de la République française

Jacques DELORS, ancien président de la Commission européenne

Modération : Arnaud LEPARMENTIER, Journaliste, *Le Monde*

14.30 > 1^{er} panel – De l'Europe des pères fondateurs à aujourd'hui : quel rôle pour l'histoire dans la construction européenne ?

Questions posées par :

Zosia WAŚIK, Polonaise, 22 ans

Roman ROOBROECK, Belge, 19 ans, vainqueur du concours Eustory Belgique (2011)

14.50 > 2^{ème} panel – L'héritage européen menacé par la tempête économique et sociale ?

Questions posées par :

Schima LABITSCH, Autrichienne, 21 ans

Jonathan DUPASQUIER, Français, 26 ans

15.10 > 3^{ème} panel – Comment surmonter les difficultés politiques d'aujourd'hui pour construire l'Europe de demain ?

Questions posées par :

Lucie DRECHSELOVA, Tchèque, 24 ans

Valentin KREILINGER, Allemand, 24 ans

15.30 > Questions des lycéens & réponses

Qu'est-ce que le concours Eustory ?

À l'initiative de la [Fondation allemande « Körber »](#), le réseau « [EUSTORY](#) » rassemble des associations et fondations de 22 pays, qui partagent le projet de valoriser la dimension européenne de l'Histoire auprès des jeunes. À cette fin, les membres organisent chaque année un concours d'histoire destiné aux lycéens sur des sujets adaptés à chaque pays. Après 40 ans d'existence en Allemagne et 11 ans en Europe, ce concours est proposé pour la première fois aux lycéens français pour l'année 2012-2013 par [l'Association des Professeurs d'Histoire-Géographie](#) (APHG) avec l'appui de *Notre Europe - Institut Jacques Delors*.

Quels sont les objectifs de ce concours ?

Avec la crise traversée par les économies européennes de la zone euro en particulier, les Européens prennent conscience de leurs interdépendances dans un contexte douloureux. Les jeunes générations font ainsi « connaissance » avec le projet européen dans un contexte de crise jamais rencontré au cours de ses 60 ans d'existence. Cette initiative vise à transmettre un message européen aux générations qui forgent aujourd'hui leurs opinions politiques vis-à-vis de l'Union européenne, riche de l'analyse et du recul d'acteurs qui ont participé à sa construction.

Comment participer ?

Sont admis au concours les élèves de classes de seconde, première et terminale. Les candidats peuvent proposer différents types de travaux : mémoire (maximum 6 pages), diaporama (maximum 20 diapositives). Ils peuvent travailler en groupe ou individuellement et faire parvenir au jury un dossier manuscrit, imprimé ou en version numérique sur un support amovible de stockage de données (cédérom, dévéderom, clé USB). Le dossier ne doit pas inclure la présentation de plus de 3 documents (photos, extrait de discours, etc.) dans les encadrés éventuels. Toutes les sources d'information doivent être citées.

Thème du concours 2012-2013 : « Les guerres de mémoires en Europe (16^{ème}-20^{ème} siècles) ».

Informations sur le concours Eustory-France [ici](#).

Crédit photos : © Baptiste Marchal / Meryl Braire.

Partenaires :



Directeur de la publication: Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © *Notre Europe - Institut Jacques Delors*



info@notre-europe.eu
19 rue de Milan
75009 Paris - France
www.notre-europe.eu

